



INFOS AEDZRP n° 190 NOVEMBRE 2023

<http://www.aedzrp.com/>  
[aedzrp44@gmail.com](mailto:aedzrp44@gmail.com)  
<https://coordinationseveso.wordpress.com>

## Usine Yara : les associations ne baissent pas la garde

**DOSSIER.** L'ADZRP maintient sa mobilisation pour demander la suspension administrative de l'usine de Montoir.

Les associations environnementales n'entendent pas arrêter de faire pression sur la direction du géant norvégien Yara. Ils maintiennent leur « exigence d'une suspension administrative » de l'usine de Montoir. C'était le fondement de la mobilisation lancée fin septembre, marquée par la manifestation du 14 octobre dans les rues de Saint-Nazaire et portée par une pétition paraphée par 2 700 personnes. « Il s'agissait pour les associations et organisations de préserver l'intérêt des salariés tout en contraignant le groupe Yara, tributaire de ses actionnaires, à entamer les travaux de mise en sécurité des installations », explique Marie-Aline Le Clerc, présidente de l'AEDZRP (Association environnementale des zones à risques et du PPRT) au nom du collectif d'associations.

La donne a pourtant changé depuis

l'annonce d'un plan social avec 139 licenciements et surtout l'arrêt de la production d'engrais azotés, le cœur de l'activité du site de Montoir (171 salariés). Mais ce changement d'activité n'interviendra pas avant le printemps 2024. A l'égard de cet élément, « maintenant de fait pollutions atmosphériques, rejets de phosphore et d'azote dans les eaux de la Loire, les eaux souterraines, insécurité pour les travailleurs et les populations, les associations et organisations maintiennent leur exigence d'une suspension administrative ». Une demande de rencontre a été adressée au « représentant de l'État » pour présenter les « inquiétudes et exigences si le cynisme de l'industriel venait à se concrétiser ». Un rassemblement devant la sous-préfecture sera organisé à cette occasion.

Nicolas Dahéron

Association Environnementale Dongeoise des Zones à Risque et du PPRT (AEDZRP), Association des Habitants de Gron, ATTAC, Bretagne Vivante, Hord'laLoire, Ligue des Droits de l'Homme (LDH), Natur-action, Soulèvements de la Terre, Comité Stopbure en Retz, Terre et Mer pour l'avenir du vivant, Vivre à Méan-Penhoët (VAMP)

Avec le soutien de EELV St-Nazaire Agglo, Elu-es CARÈNE Ensemble Solidaire et Ecologiste, FSU, LFI (Brière, Côte Sauvage, Presqu'île), Groupement des agriculteurs biologiques de Loire-Atlantique (GAB-44), NPA, Union syndicale solidaires, toutes s'adressent au Préfet et sollicitent une audience.

A Donges le 12 novembre 2023

Nous avons l'honneur de solliciter de votre part une audience concernant le site industriel YARA sur la commune de Montoir de Bretagne et son devenir.

Mobilisées depuis plusieurs années face à l'absence de mise aux normes de cette entreprise, nous avons pu au

fil du temps mesurer les inquiétudes à la fois des salarié.e.s et des populations face aux risques engendrés par cette entreprise.

Nos organisations respectives avaient initié au mois de septembre 2023 une campagne de signatures auprès de la population. Elle avait pour objectif de demander la suspension administrative de cette industrie jusqu'à ce que l'ensemble des travaux nécessaires soient réalisés, permettant ainsi la poursuite de l'activité dans le respect des normes environnementales et de sécurité prescrites. A ce jour, cette campagne a recueilli les signatures de 2625 citoyens contactés physiquement.

L'annonce brutale faite par l'exploitant le 30 octobre dernier vise à procéder à 139 licenciements sur les 171 que compte le site. Elle prévoit l'arrêt de l'unité de la production. Il n'en demeure pas moins que quelle que soit l'activité future envisagée par le groupe YARA, l'outil industriel devra bénéficier d'une remise en état conséquente.

Nos organisations entendent donc maintenir leur exigence d'une suspension administrative avant toute reprise d'activité, d'autant que selon les informations en notre possession, la production d'engrais devrait se poursuivre pendant plusieurs mois.

A ce jour, nous souhaitons pouvoir vous remettre l'ensemble des signatures recueillies afin de vous demander de répondre à cette attente.

Nous souhaitons également, à l'occasion de ce temps d'échange, vous transmettre nos attentes quant à la dépollution du site et sa mise en sécurité.

Dans cette attente, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de notre respectueuse considération.

A Donges le 12 novembre 2023

Des contacts ont été pris avec les responsables syndicaux de Yara afin de débattre avec eux de la situation et d'œuvrer de concert à des objectifs communs .

Lu dans la Presse: article OF publié le 27 nov 2023 (extraits)

## Près de Saint-Nazaire, les salariés de Yara « accueillent » leur patron parisien

[Ouest-France](#) Thierry HAMEAU. Publié le 27/11/2023 à 16h43

139 salariés de l'entreprise d'engrais chimique de Montoir-de-Bretagne (Loire-Atlantique) perdront leur travail dans quelques mois. Le déplacement sur site de Nicolas Broutin, ce lundi 27 novembre 2023, a été l'occasion d'un rassemblement.



*Un rassemblement intersyndical CGT CFDT s'est spontanément organisé devant la mairie de Montoir ce lundi 27 novembre 2023, lors de la venue du président directeur de Yara France. | OUEST-FRANCE*

Nicolas Broutin, président de Yara France depuis 2019, ne s'était pas rendu sur le site de chimique de Montoir-de-Bretagne, près de Saint-Nazaire depuis [l'annonce des 139 licenciements, début novembre.](#)

Quand ils ont appris ce déplacement ce lundi 27 janvier, les salariés de l'entreprise d'engrais chimique ont donc mené une action pacifique devant la mairie de Montoir, où leur patron rencontrait les services de l'État et les collectivités.

**« On ne va pas les lâcher, on veut maintenir la pression, »** préviennent Matthieu Lacroix, secrétaire CGT du comité social et économique (CSE), et Pierre Lefebvre, délégué syndical CFDT. **La direction doit regarder tout ce qui peut être fait pour sauver le site, maintenir les emplois et engager des investissements. »**

Seulement ensuite, viendra la question du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) qui a été annoncé par la direction. Les syndicats ont mandaté le cabinet d'experts Secafi pour regarder les comptes et analyser la situation. [En parallèle, la procédure d'information consultation sur le PSE est lancée depuis la semaine dernière.](#)

Des discussions sont aussi engagées entre direction et syndicats, pour prolonger la procédure légale du PSE au-delà de trois mois, dans ce qu'on appelle l'Accord de méthode. En bref, dégager officiellement du temps pour négocier... Une nouvelle réunion a lieu ce mardi 28 novembre, au siège français de Yara. Une dernière est prévue jeudi 14 décembre.

Le préavis de grève est posé pour d'éventuelles actions, mais les salariés se rendent pour l'instant chaque jour sur les installations. D'autres manifestations semblent déjà prévues. « **Il y a beaucoup de colère et d'incompréhension** », insiste Matthieu Lacroix.



Une mise en demeure a également été prononcée à ce

Il en est de même pour le respect des délais du dispositif d'étanchéité des cuvettes de rétention.

- Pas de communication sur les pollutions engendrées dans les eaux et et les sols sur les

